

Les charlatans sont parmi nous

**PSYCHOTHÉRAPIE,
DÉMOCRATIE ET LOI
de Martine Maurer**

Éditions Mare et Martin, 378 p., 20 €.

■ Quelle est l'ampleur exacte des dérives sectaires parmi les professionnels du psychisme ? « Elles sont mineures ! », s'offusquent généralement les représentants des psychothérapeutes. Un député, Bernard Accoyer, a pourtant estimé le péril suffisamment grand pour faire voter en août 2004 un texte destiné à réglementer l'usage du titre de psychothérapeute. Et aujourd'hui, un ouvrage très argumenté de plus de 300 pages montre à quel point la pratique de la psychothérapie a été dévoyée en France. S'il faut en croire son auteur, en 2005, un néophyte en quête de prise en charge « psy » a à peu près autant de chances de tomber sur un véritable professionnel que sur un charlatan. Et ce, parce que durant plus de trois décennies, l'État a laissé se développer sans aucun contrôle des écoles privées aux enseignements plus ou moins fantaisistes, « conduites par des leaders souvent non diplômés ou insuffisamment diplômés ». Ces organismes se sont marginalisés, développant une culture de groupe imperméable à la critique et référencée à un seul « Maître », exactement sur le modèle des sectes. Martine Maurer connaît bien l'univers de ces « psychosectes » : elle-même psychothérapeute (mais dûment formée à l'université), elle est en contact avec plusieurs victimes. Et pour avoir participé, au début de sa formation, à de pseudo-« séminaires », elle a pu mesurer in vivo l'ampleur des dégâts. « J'ai vu, raconte-t-elle, des élèves invités à pratiquer dans la même journée un atelier de rebirth (hyperoxygénation du cerveau créant un état d'obnubilation), un atelier de bonding (enlacement de deux personnes avec régression massive), des massages du corps entier dénudé,

puis deux heures de transe-thérapie... » Résultat : des épisodes dépressifs, anorexiques, des états confusionnels, des collègues qui en viennent aux mains dans un atelier de cri... « L'une d'entre elles, non-psychiatre et non psychologue, exerce aujourd'hui la psychothérapie et possède une validation internationale. »

Le cas n'est pas isolé, et il explique le mal français : des « psys » sans formation sérieuse, voire pathogènes, faisant du bricolage thérapeutique, ont à leur tour formé des élèves, et toute une génération de « thérapeutes » auto-institués et incompetents s'est ainsi retrouvée sur le marché. Sans que les patients aient aucun moyen de faire le tri entre les « vrais » thérapeutes et les autres. D'où une prolifération de déviances en tout genre : patients à qui l'on enjoint de livrer leurs pensées intimes ; de se dénuder, de régresser (en tétant le sein d'un autre participant, par exemple)... Le tout, sous couvert de « soins psychiques ».

Martine Maurer n'hésite pas à dénoncer le double discours de syndicats de psychothérapeutes ayant pignon sur rue, qui protestent régulièrement de leur déontologie mais dont les préconisations sont plus que contestables. Ainsi une sommité de la gestalt-thérapie écrit-elle que « l'impact du travail corporel nous semble pouvoir être considérablement amplifié par le recours à la nudité ». Un autre thérapeute « démarchant les pouvoirs publics pour obtenir la validation des certificats qu'il délivre » justifie les passages à l'acte sexuel, évoquant « des cas d'amélioration ». Un syndicat national renvoie dos à dos auteur et victime d'inceste. Etc., etc. Le danger va au-delà des risques que ces pratiques font courir aux individus, estime l'auteur. Car les psys déviants ne prônent rien de moins que le renversement de valeurs morales essentielles. Et, partant, une forme de destabilisation de la société.

MARIANNE GOMEZ